



Strategia Territoriale di Svilupp Economicu, d'Innuvazione è d'Internaziunalizzazione

Schéma Régional de Développement Economique,
d'Innovation et d'internationalisation
SRDE2I

Document de cadrage

Fondamentaux de l'économie corse
Marchés & Technologies

Les fondamentaux économiques

Cadre d'analyse

- L'économie corse s'appuie sur une série de fondamentaux. Ils permettent à l'appareil productif de bénéficier des moyens nécessaires pour se développer et être compétitif dans une économie ouverte :
 - Les **ressources humaines, la base** sur laquelle les unités économiques s'appuient pour déployer leur production et leurs services ;
 - Les **écosystèmes productifs, filières ou pôles au sein du tissu d'entreprises**, qu'ils soient structurants, en développement ou même en émergence ;
 - Les **marchés qui sont accessibles pour les différents écosystèmes**. Les marchés sont aussi fortement liés aux produits et technologies ;
 - Les **infrastructures publiques et privés** (par exemple transport ou très haut débit) mais aussi l'accès au foncier économique ;
 - Le **financement**, élément clef permettant aux entreprises de se créer, d'investir, se développer et créer des emplois ;
 - Enfin, la **qualité de la gouvernance publique**, l'appui apporté à travers une politique économique simple, adaptée, lisible et crédible.

Ressources humaines

- Niveau, dynamique et mobilisation
- Formation et qualification de la main d'œuvre
- Adaptation des qualification et des emplois
- Qualité de l'emploi
- Mouvement de main d'œuvre (attractivité des métiers et des territoires)

Écosystèmes productifs

- Visibilité, attraction et structuration autour de productions communes
- Attractivité et rayonnement de l'écosystème (y compris au plan géographique)
- Résilience de l'écosystème (diversité et compétitivité des acteurs)
- Réseaux inter et extra-écosystème (partenariat, *coopétition*)

Financement

- Fonds propre
- Investisseurs privés
- Fiscalité
- Aides et dispositifs publics d'incitation

Marchés & Technologies

- Type de marchés (maturité, interne, externe)
- Appropriation de technologies ou de pratique clefs
- Capacité de recherche et d'innovation
- Intégration la R&I dans les produits
- Transversalité et partage hors de l'écosystème

Infrastructures & Foncier

- Infrastructures (transports, services urbains, THD,...)
- Équipements (plateforme logistique, R&D, ...)
- Capacités immobilières (locaux, bureaux, espaces dédiés)
- Capacités foncières (implantation et bâtiments)

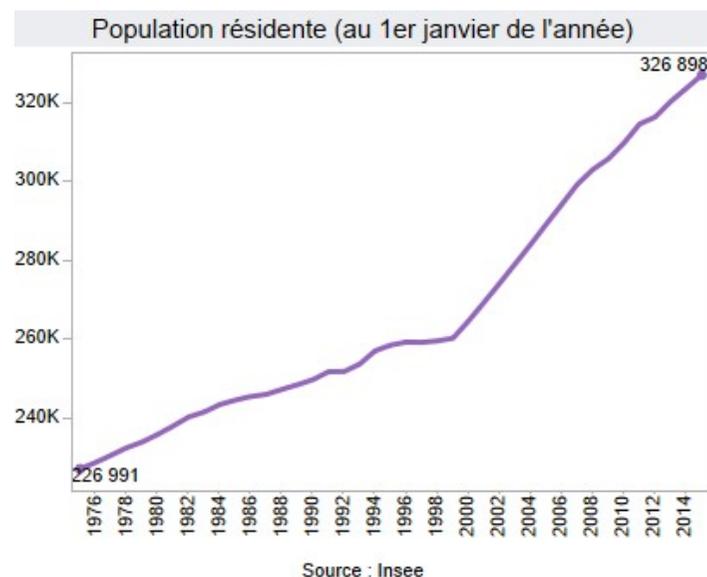
Gouvernance publique

- Soutien politique et institutionnel
- Implication des pouvoirs publics



Le marché intérieur : une potentiel de consommation à exploiter

- En additionnant consommation des ménages* (environ 5,3 milliards €) et des touristes** (2,1 milliards d'euros). Ce chiffre conséquent illustre le rôle prépondérant de la consommation dans les évolutions macroéconomiques de l'île.
- Les ménages génèrent les trois quarts de la consommation sur place, loin devant les touristes. Le potentiel de consommation est notamment soutenu par la progression démographique et la hausse du revenu moyen (cf. page 12).
- En conséquence, il apparaît opportun de s'appuyer plus sur ce potentiel de consommation pour le développement dans l'île des secteurs industriels capables de la capter.
- Toutefois, en se référant aux données nationales, les dépenses des ménages sont constituées pour moitié de services et non de biens. De plus, les dépenses « captables » par une production locale sont limitées à l'alimentaire et les biens de consommation courante « légère » (hygiène, textile, chaussures, cosmétiques...), soit seulement 25 % de la consommation des ménages. Du côté des touristes, 6 % vont dans l'alimentation et 8 % dans des souvenirs.
- Ainsi, le marché potentiel pour une production de biens locale se réduit de 7,4 milliards à 1,7 milliards (environ 20 % du PIB). Cet ordre de grandeur constitue une barre haute, les entreprises corses, plutôt positionnées sur des niches, ne pouvant satisfaire l'ensemble des besoins des ménages (puissance marketing, volume, compétitivité-prix...).



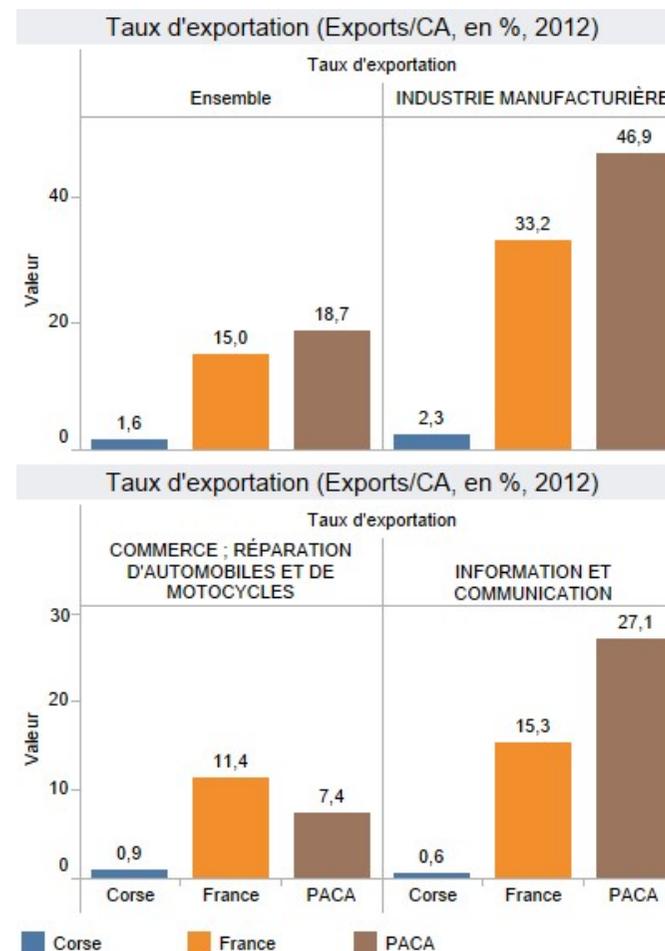
* Estimation obtenu à partir du revenu disponible brut régional (6,18 milliards € en 2013) et que le taux d'épargne est de 15 % (contre 15,5 % au niveau national).

** Consommation touristique (source Insee, hors loyer fictif)



Une faible internationalisation des marchés

- Selon les données produites par la DGE, pour l'ensemble des entreprises quasi-monorégionales (principalement localisées en Corse), près de 2 % du CA en fait en 2012 à l'export (hors continent français), contre 15 % au niveau national et 19 % en PACA. La faiblesse est partagée quelque soit le secteur.
- De plus, en croisant les données et sans prétendre fournir un chiffre d'une précision impossible à obtenir en l'état actuel des statistiques, les exportations internationales en biens et services (hors continent français) et hors dépenses touristiques effectuées sur place approchent les 200 M€ en biens et services. Ce niveau reste modeste, sous les 3 % du PIB annuel.
- Au niveau des secteurs phares et en dehors du tourisme (dépenses faites sur place), l'aéronautique se classe au premier rang suivi du bloc « agriculture et agroalimentaire ».
- Toutefois, on note une progression sensible des exportations internationales de marchandises sur les dernières années. Ainsi, l'aéronautique est ainsi passée de moins de 10 M€ de chiffre d'affaire à l'export en 2011 à près de 30 M€ en 2015. Des entreprises dans le numérique, la chimie ou encore les boissons se montrent de plus en plus performantes.
- Les exports de marchandises ainsi été multiplié par 2 entre 2008 et 2012 selon les données des Douanes.
- Les entreprises corses sont donc peu présentes à l'exportation (hors tourisme qui est aussi de l'exportation de services) mais leur implication est grandissante sur ces marchés.

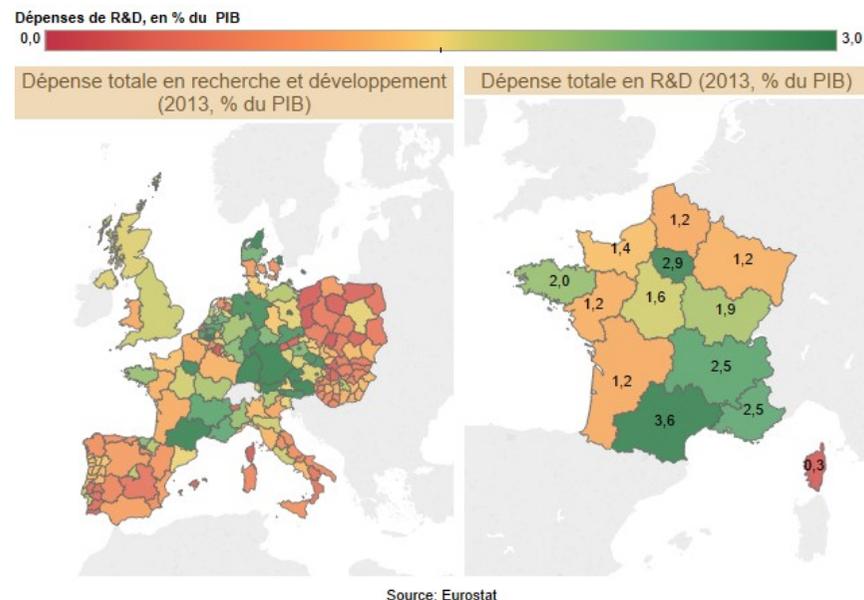


Entreprises quasi-monorégionales
Source: DGE

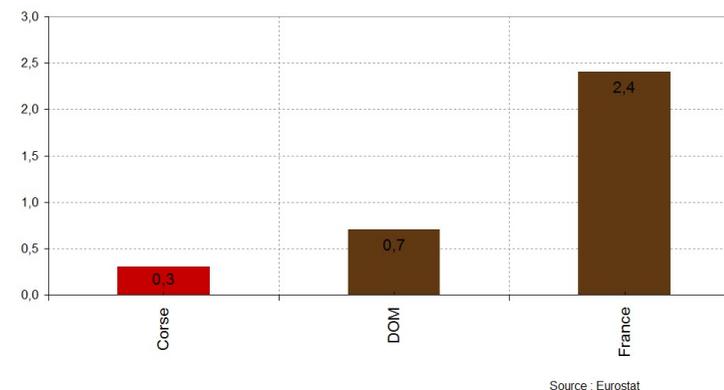


Un retard en R&D massif

- L'intensité des dépenses de recherche et développement (R&D) en Corse est très faible et ce retard à tendance à s'accroître par rapport aux autres territoires français ou européens.
- Au niveau du secteur public, l'intensité sur la dernière décennie fluctue entre 0,2 % et 0,4 % du PIB de l'île. On n'observe pas sur la période 2000-2013 de tendance à la hausse.
- Les dépenses des entreprises en R&D sont estimées sur les dernières années autour de 0,1 % du PIB en moyenne.
- Par conséquent, avec un niveau moyen de dépenses totales autour de 0,3 % du PIB, la Corse se situe très loin des objectifs de la stratégie 2020 de l'UE en la matière (3 % pour les dépenses totales).
- La Corse est ainsi la dernière région française sur ce plan, derrière les DOM dont l'effort est près de 2 fois plus important (dépenses totales de R&D : entre 0,7 et 0,9 % du PIB sur 2006-2013).
- Le retard de la Corse est notable aussi au plan européen, l'île se situant au 394e rang des régions européennes sur 453 disposant de données (moyenne 2011-2013).



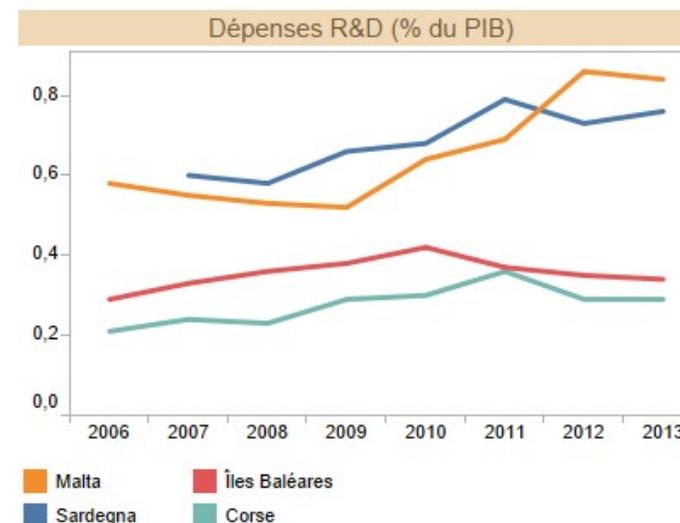
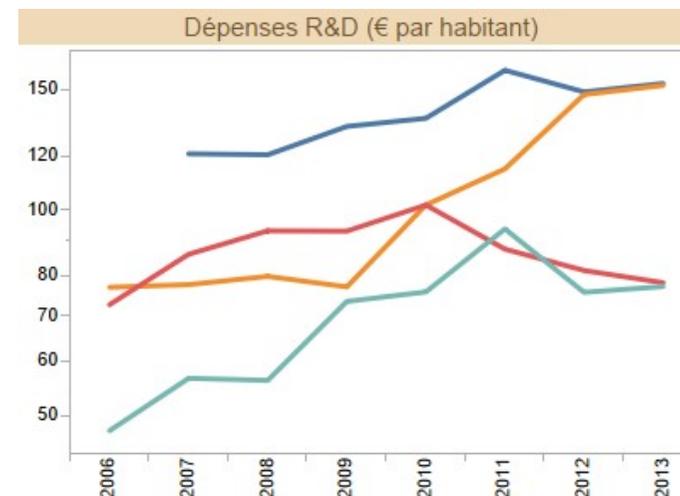
Dépenses de R&D (2013, total, en % du PIB)





Un retard en R&D qui s'accroît

- D'autres régions comparables font des efforts importants en niveau ou en dynamique :
 - L'Islande, île de 320 000 habitants, maintient en moyenne un niveau de dépenses totales supérieur à 2 % de son PIB depuis près de 15 ans et l'île est classée parmi les économies les plus performantes en matières de recherche et innovation ;
 - La Sardaigne et Malte ont, malgré la crise économique, augmenté sur les dernières années leur effort en R&D.
- Les projets de recherche sont principalement portés par les établissements publics (INRA,...) et l'Université de Corse.
- Il faut noter que le lancement de la stratégie 3S déployée depuis mi-2016 par la CTC doit permettre de financer des partenariats de R&D public-privé en s'appuyant sur les fonds FEDER.



Malta Îles Baléares
Sardegnia Corse

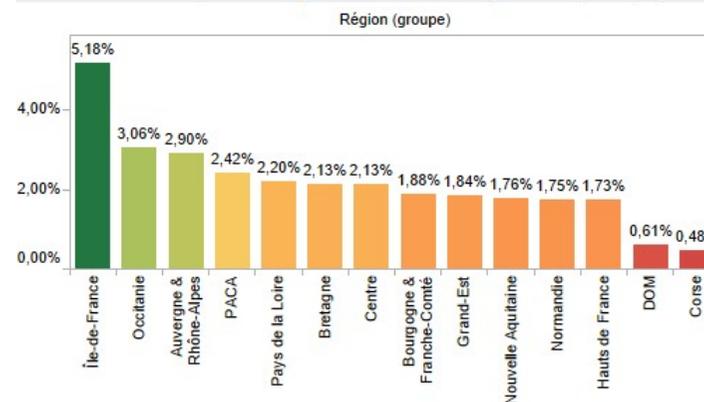
Source: Eurostat



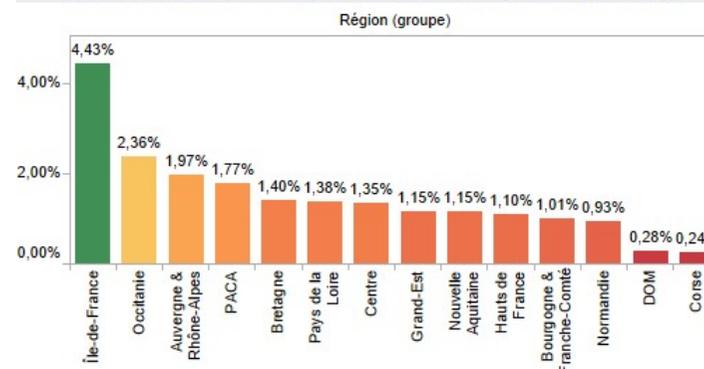
Des ressources humaines en conception R&D très faibles

- Les emplois liés aux activités de conception et de recherche, soit les salariés au cœur des processus de développement de nouvelles idées, nouveaux produits ou nouveaux procédés, sont très peu représentés en Corse.
- Avec un poids dans l'emploi total en 2013 de moins de 0,5 % et de moins de 0,3 % respectivement, l'île se situe à nouveau au dernier rang des régions (DOM inclus) pour la part des emplois ou pour la part des cadres de la fonction conception/R&D.
- Ces emplois se situent principalement dans le secteur public (université ou centre de recherche) mais aussi dans les activités informatiques et les activités industrielles. Toutefois, leur diffusion en dehors de la recherche publique est très faible.
- Ces emplois ont même reculé entre 2008 et 2013, notamment dans la recherche publique. A nouveau la Corse se distingue des autres régions métropolitaines, qui connaissent toutes des progressions pour ces emplois stratégiques.
- En plus de cadres de recherche, les emplois de cadres et techniciens dans l'informatique sont aussi en faible progression dans l'île et ont une diffusion faible en dehors des secteurs TIC et du secteur public.
- La Corse présente donc à la fois un retard important en termes d'investissement financier et en termes de ressources humaines pour la conception de projets innovants ou numériques.

Poids des emplois conception/R&D dans l'emploi total (2013, %)



Poids des cadres de conception/R&D dans l'emploi total (2013, %)



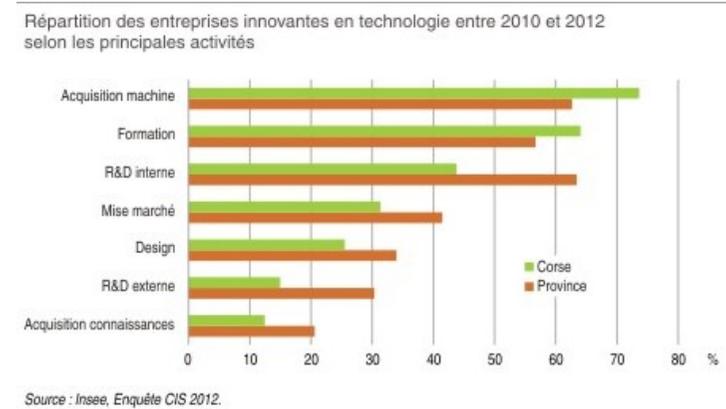
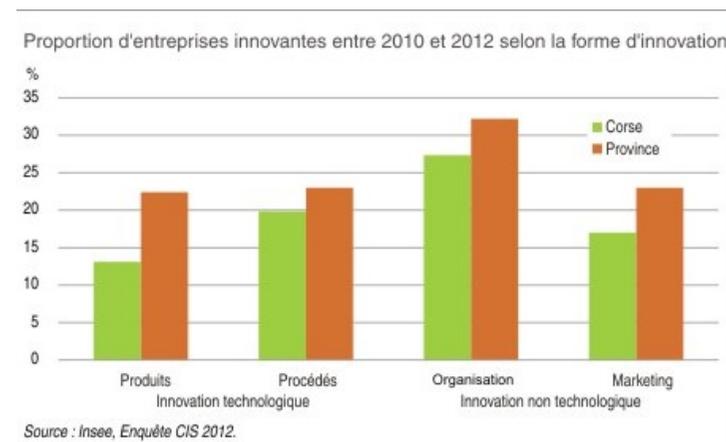
Corse - Emplois de la fonction conception/R&D

	Année				
	1982	1990	1999	2008	2013
Conception, R&D (total)	212	300	349	642	601
Conception, R&D (cadres)	60	124	176	350	299



La démarche d'innovation des entreprises surtout défensive

- L'innovation s'entend au sens large. elle peut aussi se faire de différentes façons :
 - avec une équipe dédiée de chercheurs/techniciens/manageres au sein de l'entreprise ou de l'organisation ;
 - en payant une équipe externe (consultants, chercheurs du public, entreprises) ;
 - en achetant de nouveaux matériels (logiciels, machines) ou de nouvelles techniques (formation, embauche de personnel spécialisé).
- Ainsi, le processus d'innovation dépasse la seule vision industrielle, scientifique ou technique et concerne autant les secteurs « traditionnels » et les services. L'innovation est un alliage de créativité, de savoir-faire, d'imitation, de technologie, de marketing et d'audace.
- En ce qui concerne la Corse, le rôle de l'innovation dans les entreprises a été étudié dans deux études menées par l'Insee Corse en 2010 (« La Corse surtout tournée vers l'innovation non technologique ») et en 2015 (« Les entreprises corses moins innovantes qu'au niveau national »).
- Il en ressort que les entreprises corses ont des performances en termes d'innovation organisationnelle ou marketing proches de la moyenne nationale mais sont moins innovantes en termes de produits ou de processus de production.

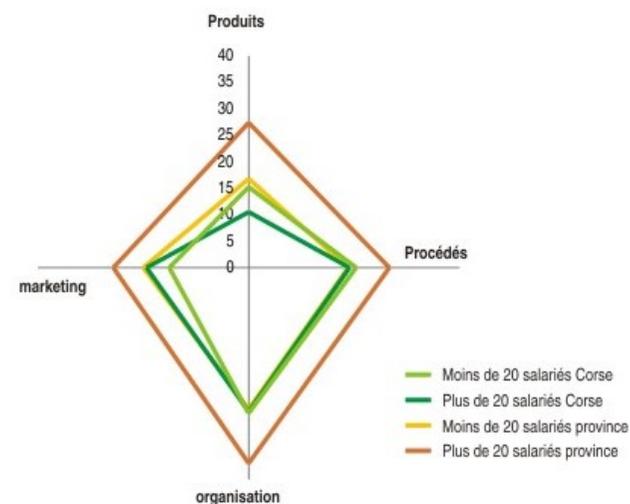




La démarche d'innovation des entreprises surtout défensive

- De plus, l'importance de l'innovation au sein du tissu économique de l'île s'est effritée. Seules les entreprises des services (très en retard en 2008) semblent avoir augmenté leur effort d'innovation.
- Selon l'Insee, « les entreprises qui innovent en Corse entre 2010 et 2012 sont proportionnellement moins nombreuses qu'il y a 4 ans : 41 % contre 45 %. Cette baisse peut s'expliquer par la crise économique qui a touché les entreprises insulaires plus tardivement que celles du continent. Effectivement, les taux d'innovation français ont baissé entre les périodes 2006-2008 et 2008-2010 ».
- De plus, les entreprises innovantes sont plutôt de taille importante, supérieure à 20 salariés.
- Il y a donc une logique que les PME corses, très largement de petite taille, se tournent plutôt vers l'innovation tactique. Elles choisissent une approche plus défensive (ou de nécessité) pour s'adapter à la concurrence ou aux nouvelles pratiques sur un marché mature.
- Il s'agit d'une innovation destinée à préserver la performance de l'entreprise sur son marché.

Proportion d'entreprises innovantes selon la forme d'innovation et la taille (%)



Source : Insee, Enquête CIS 2012.

Pour aller plus loin

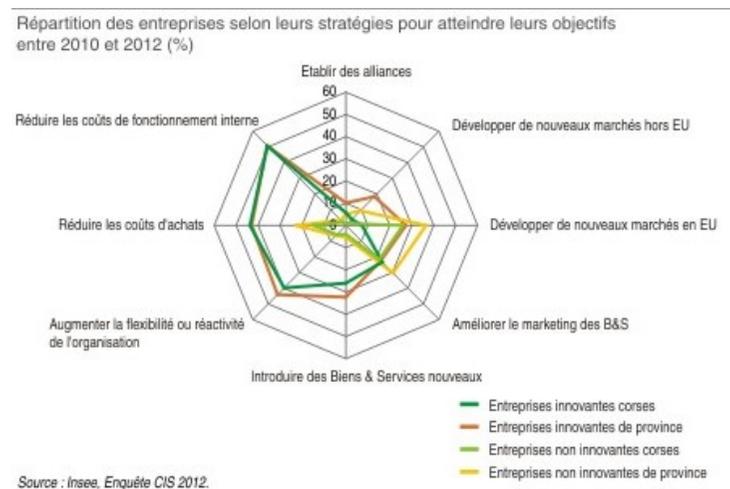
« Les entreprises corses moins innovantes qu'au niveau national »
(Insee Corse, Analyse, Octobre 2014)

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=6&ref_id=21757



L'innovation pour aller vers des nouveaux produits ou marchés est faible

- On donc a un effort réel dans l'innovation « tactique » (réduction de coût, amélioration de l'organisation...) mais largement insuffisant dans l'innovation stratégique (nouveau produit et conquête de nouveau marché).
- Ceci explique qu'en Corse « l'innovation ne se traduit pas par une meilleure rentabilité. En effet, le taux de marge brute d'exploitation des entreprises qui innove est légèrement plus faible que celui des entreprises non innovantes (5 % contre 7 %). Les gains de productivité attendus par les entreprises innovantes ne sont donc pas immédiats » (source : Insee Corse).
- Cela amène donc deux enjeux de politiques publiques. D'une part, ne pas sous-estimer l'importance du fait technologique qui nourrit l'innovation « de conquête ». Les économies performantes en termes d'innovation sont aussi celles qui investissent le plus dans la recherche scientifique.
- D'autre part, pour une économie comme celle de l'île – avec des ressources humaines, entrepreneuriales et financières forcément limitées et une focalisation sur l'innovation défensive –, une stratégie d'innovation doit aussi être opportuniste.
- Il faut permettre au tissu économique de capter les percées technologiques faites ailleurs, de les adapter à notre outil de production pour entrer et puis rester dans la course mondiale. De plus, le fait technologique (ou numérique) doit donc être un enjeu important de formation initiale et continu.





Diffusion des pratiques liées au numérique dans les entreprises

- *A compléter à l'aide des données du baromètre TIC à paraître.*



Les gains de productivité restent modestes

- Illustrant les conséquence du retard en R&D et innovation, les gains de productivité du travail sont restés faibles en Corse, y compris lors de la forte croissance des années 2000.
- Ceci explique que malgré une croissance plus élevée, la croissance du PIB en volume par emploi est restée proche des moyennes française ou province.
- Ainsi le revenu disponible brut par habitant a progressé de 46 % entre 2000 et 2013 alors que PIB en valeur progressait de 75 %. La Corse a produit plus de richesse mais sans gains comparables sur le niveau de vie par habitant.
- A moyen et long terme, les gains de productivité sont nécessaires aux entreprises pour conserver assez de marges de manœuvre pour augmenter significativement les salaires et le niveau de vie tout en continuant à investir.
- Sans gains de productivité, une entreprise qui continuerait à augmenter les salaires réels verrait son taux de marge diminuer. Au final, le risque d'un décalage persistant entre productivité et salaires est donc de bloquer l'investissement, ce qui revient à réduire encore plus la capacité à gagner en productivité, mais aussi de former une résistance de plus en plus grande aux hausses de salaires futures.
- Plus de productivité et d'innovation sont donc nécessaires pour une économie plus forte, plus équitable et avec un niveau de vie des résidents plus élevé.

